

RAPPORT ANNUEL 2011



ASSURER LES INVESTISSEMENTS
GARANTIR LES OPPORTUNITÉS



MIGA

L'exercice 11 en chiffres



DURANT L'EXERCICE 11, LE VOLUME TOTAL DES GARANTIES ÉMISES POUR DES PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES DE LA MIGA S'EST ÉLEVÉ À 2,1 MILLIARDS DE DOLLARS, UN MONTANT RECORD POUR L'AGENCE, CE QUI CONSTITUE UNE AUGMENTATION CONSIDÉRABLE PAR RAPPORT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT D'UN MONTANT DE 1,5 MILLIARD DE DOLLARS. LE PORTEFEUILLE DES NOUVEAUX PROJETS ÉTAIT AUSSI BIEN PLUS DIVERSIFIÉ PAR RÉGION ET PAR SECTEUR, TOUT COMME LES QUATRE NOUVEAUX PAYS D'ACCUEIL DES OPÉRATIONS DE L'AGENCE – ERAK, KOSOVO, LIBÉRIA ET RÉPUBLIQUE DU CONGO.

GARANTIES ÉMISES	2007	2008	2009	2010	2011	Ex. 90-11
Nombre de projets soutenus	29	24	26	19	38	651
Nouveaux projets ¹	26	23	20	16	35	-
Projets soutenus précédemment ²	3	1	6	3	3	-
Nombre de garanties émises	45	38	30	28	50	1.030
Montant brut des nouvelles émissions (en milliards de dollars)	1,4	2,1	1,4	1,5	2,1	23,8
Montant total des nouvelles émissions (en milliards de dollars) ³	1,4	2,1	1,4	1,5	2,1	24,5
Engagements bruts (en milliards de dollars) ⁴	5,3	6,5	7,3	7,7	9,1	-
Engagements nets (moins réassurance) (en milliards de dollars) ⁴	3,2	3,6	4,0	4,3	5,2	-

^{1.} Projets bénéficiant de l'appui de la MIGA pour la première fois au cours de l'exercice 11 (y compris les expansions)

^{2.} Projets soutenus par la MIGA au cours de l'exercice 11 et des exercices précédents

^{3.} Comprend les montants mobilisés par l'intermédiaire du Programme coopératif de garanties

^{4.} Les engagements bruts correspondent aux plafonds d'engagement. Les engagements nets correspondent aux engagements bruts minorés des opérations de réassurance.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 11, la MIGA a fourni une couverture pour des projets dans les domaines suivants :

	Nombre de projets soutenus	Pourcentage des projets soutenus (%)	Montant des garanties émises (en millions de dollars)	Pourcentage du montant total des projets (%)
Domaines prioritaires¹				
Pays éligibles au financement de l'IDA ²	21	55	421,4	20
Investissements Sud-Sud ^{3,4}	3	8	468,5	22
Pays touchés par un conflit	9	24	237,5	11
Projets complexes ⁵	6	16	1 115,0	53
Régions				
Asie et Pacifique	3	8	752,1	36
Europe et Asie centrale	16	42	1 077,2	51
Amérique latine et Caraïbes	3	8	21,8	1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1	3	5,0	0
Afrique subsaharienne	15	39	242,9	12
Secteurs				
Agro-industrie, industries manufacturières et services	15	39	471,5	23
Finances	17	45	512,5	24
Infrastructures	5	13	907,9	43
Pétrole, gaz et industries minières	1	3	207,0	10
Total	38		2 099,0	

¹ Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires

² Pays les plus pauvres du monde

³ Investissements réalisés entre pays en développement membres de la MIGA (catégorie II)

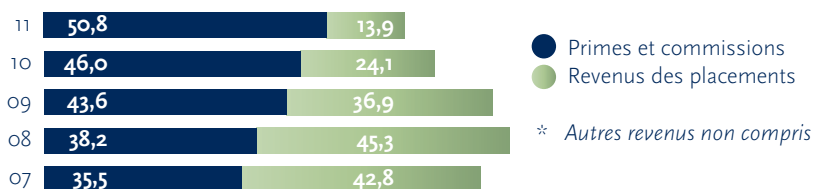
⁴ Ces chiffres représentent le volume total des projets impliquant au moins un investisseur d'un pays du Sud.

Le montant total des garanties émises en faveur d'investissements Sud-Sud s'est chiffré à 243,5 millions de dollars.

⁵ Projets complexes dans les infrastructures ou les industries extractives

Le résultat d'exploitation de la MIGA s'est établi à 23,6 millions de dollars au cours de l'exercice, contre 33,9 millions de dollars en 2010 (voir le rapport de gestion de la Direction pour des détails).

PRIMES ACQUISES, COMMISSIONS ET REVENUS DES PLACEMENTS* (EN MILLIONS DE DOLLARS)



Groupe de la Banque mondiale L'exercice 11 en bref



LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EST L'UNE DES PLUS IMPORTANTES INSTITUTIONS DE DÉVELOPPEMENT EN TERMES DE SOURCES DE FINANCEMENT ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT. LES INSTITUTIONS QUI LUI SONT AFFILIÉES TRAVAILLENT EN COLLABORATION ET MÈNENT DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES POUR ATTEINDRE LEURS OBJECTIFS COMMUNS, À SAVOIR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS. LE GROUPE DE LA BANQUE CONTRIBUE AU PARTAGE DU SAVOIR ET FINANCE DES PROJETS DANS DE NOMBREUX DOMAINES — AGRICULTURE, COMMERCE, FINANCE, SANTÉ, LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, ÉDUCATION, INFRASTRUCTURE, GOUVERNANCE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, ETC. — QUI PROFITENT AUX POPULATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Au cours de l'exercice 11, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale s'est établi à 57,3 milliards de dollars.

La Banque mondiale, qui comprend l'IDA et la BIRD, a accordé 43 milliards de dollars de prêts et de dons à ses pays membres, dont 16,3 milliards de dollars d'engagements de l'IDA dans les pays les plus pauvres du monde.

L'IFC a engagé 12,2 milliards de dollars et mobilisé 6,5 milliards de dollars supplémentaires pour le développement du secteur privé dans les pays en développement, dont 4,9 milliards de dollars dans des pays admis à emprunter à l'IDA.

La MIGA a émis 2,1 milliards de dollars de garanties à l'appui d'investissements dans le monde en développement.

COLLABORATION AU SEIN DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Les projets et programmes conjoints des institutions du Groupe de la Banque visent à promouvoir le développement durable via l'expansion des marchés financiers, l'émission de garanties pour les investisseurs et les organismes de crédit, et la fourniture de services-conseil pour créer des conditions plus favorables à l'investissement dans les pays en développement. Ensemble, la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA catalysent des projets et programmes qui fournissent des ressources aux clients d'une manière plus innovante et plus sensible à leurs besoins. Un certain nombre de ces projets sont décrits dans le présent rapport.



LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE COMPREND CINQ INSTITUTIONS ÉTROITEMENT ASSOCIÉES :

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables.

L'Association internationale de développement (IDA), qui accorde des prêts ou des crédits sans intérêt et des dons aux pays les plus pauvres de la planète.

La Société financière internationale (IFC), qui finance des prêts, des fonds propres et des services-conseil pour stimuler l'investissement privé dans les pays en développement.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui assure les investissements contre les risques politiques en offrant des garanties contre les pertes associées aux risques non commerciaux afin de promouvoir l'investissement étranger direct (IED) dans les pays en développement.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

Message du Président du Groupe de la Banque mondiale



CETTE ANNÉE, LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE A AIDÉ LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À RELEVER DES DÉFIS, À GÉRER DES RISQUES ET À TIRER PROFIT DES OPPORTUNITÉS QUI SE SONT PRÉSENTÉES : CHANGEMENTS HISTORIQUES DANS LE MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD ; FLAMBÉE ET VOLATILITÉ DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PÉTROLIERS ; RAVAGES CAUSÉS PAR DES CATASTROPHES NATURELLES ; INFLATION GALOPANTE SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS, ACCOMPAGNÉE DE RISQUES DE SURCHAUFFE ; REPRISE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS FRAGILES, SOUVENT SORTANT DE CONFLITS ; ET AVANTAGES D'UNE TRANSPARENCE ET D'UNE OUVERTURE PLUS GRANDES.

Un secteur privé fort et engagé est essentiel pour aider les économies à s'adapter à ces défis et à d'autres. Le rapport annuel 2011 de la MIGA montre le rôle important que joue l'Agence pour soutenir une croissance et un développement durables en garantissant des investissements dans des pays qui ont besoin d'instruments d'atténuation des risques pour mobiliser des investisseurs privés.

Le rapport souligne que la MIGA a dû faire montre d'innovation et de flexibilité pour appliquer sa propre politique de modernisation. Au cours de l'exercice, l'Agence a profondément amendé sa Convention, renforçant ainsi son rôle de fournisseur multilatéral d'instruments d'assurance contre les risques politiques. Les amendements adoptés par le Conseil des Gouverneurs en août ont déjà permis à l'Agence de soutenir des projets qu'elle n'aurait pas approuvés auparavant.

Durant l'exercice 11, la MIGA a fourni 2,1 milliards de dollars de garanties — un montant record pour l'Agence, et une augmentation de 43 % par rapport à l'exercice précédent, qui dénote d'un intérêt renouvelé pour les produits d'atténuation des risques politiques. Elle a par ailleurs diversifié ses produits et s'est ouverte à de nouvelles régions — appui à une usine de fabrication en Irak et une agro-industrie au Libéria, étude de faisabilité pour un investissement minier en Indonésie, et solutions bancaires à l'appui de petites et moyennes entreprises dans 14 pays. Et, elle a déployé d'énormes efforts concertés pour promouvoir l'investissement étranger direct (IED) dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

La MIGA fait aussi un travail important dans des pays touchés par des conflits et des économies fragiles. Elle garantit des investissements dans plusieurs de ces pays, et utilise son savoir, ses moyens de recherche et sa



capacité de mobilisation pour cristalliser l'attention sur ces marchés très peu desservis. Le dernier Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale portant sur le conflit, la sécurité et le développement, souligne l'impact essentiel de l'IED dans ces pays — pour soutenir la fourniture de services et la création d'emplois, qui sont déterminants tant pour obtenir des résultats rapides que pour une croissance à plus long terme — et les efforts de l'Agence. La MIGA est en train de mettre en place un dispositif spécifique de garantie contre les risques politiques, qui peut être déployé dans les pays touchés par la violence ou des économies fragiles.

Pour accroître davantage la portée de ses services, la MIGA a ouvert cette année son centre régional pour l'Asie, marquant par-là l'importance qu'elle accorde aux investissements en provenance et à destination de cette région. Les investisseurs dans les pays asiatiques s'intéressent de plus en plus aux marchés difficiles, et la présence accrue de la MIGA dans la région les aidera à réaliser leurs desseins.

Cette année, la MIGA a aussi renforcé ses partenariats externes et internes pour avoir plus d'impact sur le développement. Elle a signé un protocole d'accord avec une société financière libanaise pour promouvoir conjointement l'investissement transfrontalier dans les pays en développement, et avec le Fonds indonésien de garantie des investissements dans les infrastructures, pour des opérations concertées de renforcement des capacités et pour assurer conjointement une série de projets d'infrastructure. Plus près de nous, le renforcement des transactions commerciales et des relations d'affaires entre l'Agence et l'IFC porte déjà des fruits. De plus, l'Agence a signé des accords internes avec des départements de la Banque mondiale — Finance, économie et développement urbain, et Banque et gestion de la dette — pour réaliser des opérations jumelées afin de créer une meilleure synergie entre la Banque et la MIGA.

Je tiens à remercier le personnel de la MIGA pour son dévouement, sa contribution et son sens des priorités. Les résultats significatifs obtenus par l'Agence cette année sont emblématiques de l'action résolue et de l'esprit d'innovation d'Izumi Kobayashi et de l'équipe de direction de la MIGA. Je remercie également le Conseil des Gouverneurs, le Conseil d'administration et d'autres partenaires pour leur encadrement et leur appui.

Handwritten signature of Robert B. Zoellick in black ink.

Robert B. Zoellick
Le 30 juin 2011

Message de la Vice-présidente exécutive de la MIGA



AUJOURD'HUI, LE MONDE SE RELÈVE ENCORE PRUDEMMENT D'UNE GRAVE RÉCESSION. JE NOTE AVEC PLAISIR QUE CE SONT LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT QUI TIRENT LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE — OU NOUS CONNAISSONS D'AILLEURS DES TAUX DE CROISSANCE VRAIMENT IMPRESSIONNANTS. CELA DIT, LES NIVEAUX ÉLEVÉS DU CHÔMAGE ET DE LA DETTE RESTENT INQUIÉTANTS POUR DE NOMBREUX PAYS INDUSTRIALISÉS, ALORS QUE LA FLAMBÉE ET LA VOLATILITÉ DES PRIX ALIMENTAIRES POSENT ENCORE DE SÉRIEUX PROBLÈMES À DES MILLIONS DE PERSONNES DANS LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT. EN MÊME TEMPS, LES RÉVOLUTIONS AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD SUSCITENT DES INCERTITUDES ET DES ATTENTES. LE CONTEXTE GLOBAL EST EN EFFET INCERTAIN.

Après s'être fortement réduit pendant la crise financière, l'investissement étranger direct commence à rebondir — même s'il faudra peut-être trois ans pour revenir aux niveaux d'avant la crise. Les promoteurs de projets et les organismes de crédit restent nerveux ; les investisseurs considèrent le risque politique comme l'obstacle le plus significatif à moyen terme à la mobilisation de nouveaux investissements dans le monde en développement.

Nous avons un rôle à jouer sur ce plan. Je note avec plaisir que la MIGA a émis 2,1 milliards de dollars de nouvelles garanties en 2011, un montant record pour l'Agence, qui représente une augmentation significative par rapport à l'exercice précédent. Comme nous le verrons plus bas dans le présent rapport, la quasi-totalité des garanties ont été accordées à de nouveaux clients. Ce qui montre que les efforts que nous avons déployés pour intensifier nos activités de promotion des entreprises, notamment en renforçant nos partenariats au sein du Groupe de la Banque mondiale, commencent à porter des fruits. Surtout, le portefeuille s'est aussi considérablement diversifié par secteur et par région. Les queues de portefeuille sont restées faibles, comme ces dernières années, et les engagements bruts de l'Agence s'élèvent à 9,1 milliards de dollars, un autre record historique pour la MIGA.

Le présent rapport fait aussi état d'importants amendements apportés à la Convention de la MIGA, qui ont été adoptés par le Conseil des Gouverneurs, et qui sont entrés en vigueur en novembre 2010. Ces amendements historiques renforcent considérablement notre capacité à soutenir nos clients. Nous sommes désormais capables de couvrir des dettes non garanties et certains investissements existants, ce qui nous permet de mieux soutenir les investisseurs en temps d'incertitudes. Les clients ont réagi très positivement au renforcement de notre mandat, ce qui a aussi contribué à l'accroissement du volume de nos activités cette année. Je remercie tout particulièrement nos actionnaires qui nous ont fermement encouragés à faire passer ces amendements.

J'ai pu me rendre au Moyen-Orient en février, un moment idéal pour se retrouver dans la région et vivre l'histoire en mouvement. Au Liban, en Jordanie et en Arabie saoudite, mes échanges avec les autorités et les opérateurs privés ont porté sur les moyens d'encourager la poursuite des investissements dans la région et de soutenir les investisseurs locaux en quête de débouchés dans d'autres pays en développement. Nous sommes en train de renforcer nos partenariats et nos opérations dans la région, et nous sommes disposés à aider les promoteurs de projets et les organismes de crédit à mobiliser des investissements propices au développement dans ces pays.

Une des principales priorités stratégiques de la MIGA reste l'investissement dans des pays touchés par des conflits et des économies fragiles. Pour faciliter ce type d'investissements, l'Agence a une fois de plus tiré parti de son appartenance au Groupe de la Banque mondiale pour servir de réservoir de connaissances — et a mené des recherches sur ce sujet particulier. Notre rapport intitulé *World Investment and Political Risk 2010* (Investissements et risques politiques dans le monde — 2010), dont nous faisons état plus bas dans le présent rapport, portait essentiellement sur

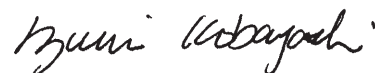
l'investissement dans des pays touchés par des conflits et des économies fragiles. En outre, pour renforcer notre instrument de garantie des investissements existant, cette année, nous avons proposé de mettre en place un dispositif en faveur des pays touchés par des conflits et des économies fragiles pour promouvoir davantage l'investissement et le commerce dans ces marchés insuffisamment desservis.

La MIGA a connu d'autres avancées durant cet exercice. Nous avons ouvert notre centre régional pour l'Asie en août, affecté des représentants dans la région administrative spéciale de Hong Kong, en Chine et à Singapour, et renforcé notre présence sur le terrain à Beijing et à Tokyo. Cette démarche était importante pour nous rapprocher de nos clients dans la région et pour contribuer à l'émergence de l'Asie comme nouveau centre pourvoyeur d'investissements étrangers. Nous avons aussi élargi et renforcé nos partenariats au sein du Groupe de la Banque mondiale et au-delà, comme il est indiqué plus bas dans le présent rapport.

Au sein de la MIGA, nous avons accueilli plusieurs nouvelles recrues, parmi lesquelles le conseiller juridique, le directeur financier et l'économiste en chef. Nous avons aussi lancé le Programme de jeunes professionnels de la MIGA, et recruté deux jeunes professionnels pour une période de deux ans. Ce programme nous a permis de découvrir de nouveaux talents dans divers domaines dans des pays sous-représentés, et nous espérons recruter trois jeunes professionnels au prochain exercice.

Sur une note personnelle, je me trouvais à Tokyo quand le séisme et le tsunami qui a suivi ont frappé le nord du pays, lui infligeant immédiatement des dégâts considérables. Cette catastrophe a dépassé tout ce que j'ai pu observer en grandissant au Japon — et j'ai su immédiatement qu'elle aurait des répercussions graves pour mon pays. Mais, elle a d'autant plus rappelé à mon bon souvenir les personnes que des institutions telles que la Banque mondiale aident dans le monde, des populations insuffisamment desservies qui sont touchées par des catastrophes similaires ou d'autres, et qui manquent de mécanismes d'appui appropriés. Ce sont ces personnes que nous, à la MIGA, espérons atteindre et soutenir en encourageant les investisseurs privés à mettre en place des projets viables dans les pays qui en ont le plus besoin.

Pour conclure, je tiens à remercier le personnel dévoué et professionnel de la MIGA pour son ardeur au travail en ces temps marqués par des défis interminables. Je sais pouvoir compter sur votre soutien, et sur l'appui de nos actionnaires et partenaires, alors que nous poursuivons notre mission de promotion des investissements pour améliorer les conditions de vie des populations.



Izumi Kobayashi
Le 30 juin 2011

L'équipe de direction de la MIGA

(De gauche à droite et de haut en bas)

IZUMI KOBAYASHI

Vice-présidente exécutive

JAMES P. BOND

Directeur général

ANA-MITA BETANCOURT

Directrice et Conseillère juridique, Affaires juridiques et indemnisations

KEVIN W. LU

Directeur régional, Asie-Pacifique

EDITH P. QUINTRELL

Directrice, Opérations

LAKSHMI SHYAM-SUNDER

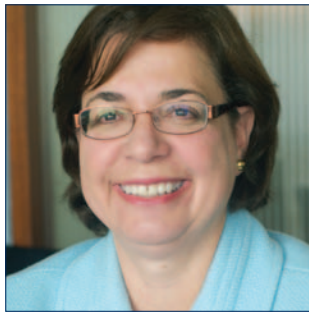
Directeur et directeur financier, Finance et gestion des risques

RAVI VISH

Économiste en chef et Directeur, Économie et politique générale

MARCUS S. D. WILLIAMS

Conseiller, Stratégie et opérations



Le conseil d'administration de la MIGA

LES PROGRAMMES ET LES ACTIVITÉS DE LA MIGA SONT GUIDÉS PAR UN CONSEIL DES GOUVERNEURS ET UN CONSEIL D'ADMINISTRATION REPRÉSENTANT LES 175 PAYS MEMBRES DE L'AGENCE. CHAQUE PAYS NOMME UN GOUVERNEUR ET UN GOUVERNEUR SUPPLÉANT. LE CONSEIL DES GOUVERNEURS EST INVESTI DE TOUS LES POUVOIRS DE LA MIGA, MAIS IL EN DÉLÈGUE LA MAJEURE PARTIE À UN CONSEIL DE 25 ADMINISTRATEURS. LE DROIT DE VOTE EST PONDÉRÉ EN FONCTION DE LA PARTICIPATION AU CAPITAL DU PAYS OU DU GROUPE DE PAYS QUE CHAQUE ADMINISTRATEUR REPRÉSENTE.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires à leur sujet, et superviser la politique générale d'administration de l'Agence.

Les Administrateurs sont aussi membres d'au moins un des six comités permanents suivants :

- Comité d'audit
- Comité du budget
- Comité pour l'efficacité du développement
- Comité de la gouvernance et des questions administratives
- Comité d'éthique
- Comité du personnel

Ces comités aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures suivies.

Durant l'exercice 11, le Conseil d'administration de la MIGA a examiné et approuvé les garanties d'investissement émises par l'Agence. Il a également approuvé la stratégie de la MIGA pour les exercices 12 à 14, intitulée : *Achieving Value-Driven Volume* (Accroître le volume du portefeuille tout en ayant un impact sur le développement), le budget de l'Agence pour l'exercice 12, et l'accroissement des plafonds d'engagement pour les garanties émises par la MIGA pour les projets et les pays. Les nouveaux plafonds d'engagement entreront en vigueur durant l'exercice 12. En outre, la MIGA a présenté des rapports financiers trimestriels et collaboré à la formulation de plusieurs stratégies d'aide-pays et de partenariat qui ont été examinées par le Conseil.

Durant l'exercice 10, le Conseil a examiné et approuvé les amendements recommandés à la Convention de la MIGA. En août dernier, le Conseil des Gouverneurs a adopté ces amendements qui sont entrés en vigueur pendant l'exercice 11.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MIGA AU 30 JUIN 2011

Debout (de gauche à droite) : Gino Pierre Alzetta, Susanna Moorehead, Piero Cipollone, Felix A. Camarasa, Abdulrahman Almofadhi, Merza Hasan, Shaolin Yang, Pulok Chatterji, Jorg Frieden, Ian H. Solomon, Jim Hagan, Dyg Sadiyah Binti Abg Bohan, Nobumitsu Hayashi, Rudolf Treffers, Ingrid Hoven, Rogerio Studart, Ambroise Fayolle

Assis (de gauche à droite) : Eugene Miagkov, Anna Brandt, Hassan A. Taha, Agapito Mendes Dias, Marie-Lucie Morin, Javed Talat, Marta Garcia, Renosi Mokate

L'impact de la MIGA sur le développement



L'ÉCONOMIE MONDIALE SORT LENTEMENT D'UNE GRAVE RÉCESSION. LA REPRISE INÉGALE EN COURS EST EN GRANDE PARTIE PORTÉE PAR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT — QUI CONTRIBUENT POUR PRÈS DE MOITIÉ À LA CROISSANCE MONDIALE. SELON DES ÉCONOMISTES DE LA BANQUE MONDIALE, LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT A AUGMENTÉ DE 7,3 % EN 2010. MÊME SI ON S'ATTEND À CE QU'ELLE BAISSE À 6,3 % PAR AN DÈS 2011–2013, LA CROISSANCE DU PIB DANS CES PAYS DEVRAIT REPRÉSENTER PLUS DU DOUBLE DES PROJECTIONS CONCERNANT LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ.



Ces chiffres marquent un changement significatif par rapport à la trajectoire antérieure de la croissance économique, et sont d'autant plus remarquables qu'ils reflètent surtout une expansion des marchés intérieurs des pays en développement. C'est une bonne nouvelle pour le système économique mondial — et particulièrement pour le développement.

Si, d'une manière générale, la reprise de l'économie mondiale touche plus d'entreprises, de pays et de composantes de la demande globale, les raisons abondent pour ne pas se laisser aller à un optimisme débridé. La reprise est timide dans de nombreux pays émergents d'Europe et d'Asie centrale, ainsi que dans certains pays à revenu élevé. Des problèmes persistants sur les marchés financiers, et la crise de la dette dans certains pays riches, restent une menace pour la croissance. L'instabilité des flux monétaires, qui empêche l'augmentation des revenus, et les risques de surchauffe dans les pays en développement, peuvent compromettre les acquis en matière de développement. Qui plus est, la flambée et la volatilité des prix des produits alimentaires pèsent lourdement sur les économies et les populations de la planète, et touchent les personnes qui ont le plus besoin de stabilité et d'une croissance soutenue.

En outre, d'autres facteurs imprévisibles influent sur la croissance ; l'exercice 11 en a d'ailleurs connu un certain nombre. Le monde entier a été témoin des soulèvements populaires dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Les répercussions de ces changements politiques sur le plan social et en termes de développement continuent d'être analysées, et l'économie mondiale subit l'impact de ces révolutions sur les cours pétroliers. Également, les effets du séisme tragique qui a frappé le Japon et du tsunami qui a suivi ont contribué à ralentir légèrement la production industrielle et le commerce dans le monde.

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE POUR L'IED ?

Alors que les perspectives de l'économie mondiale restent mitigées, l'avenir de l'investissement étranger direct (IED) semble plus radieux pour les pays en développement. Selon des économistes de la Banque mondiale, l'IED devrait continuer à augmenter respectivement de 20 et 13 % par an en 2011 et 2012. Plus particulièrement, les flux d'IED en provenance de pays en développement ont rebondi rapidement et devraient rester sur cette trajectoire. On doit certes cette évolution positive au Brésil, à l'Inde, à la Chine, à la Fédération de Russie et à l'Afrique du Sud (BRICS), mais

d'autres pays gagnent progressivement en importance alors que leurs multinationales investissent le marché mondial.

Le rôle croissant de l'IED varie d'une région à l'autre. Par exemple, l'Afrique subsaharienne attire de nouvelles sources d'IED. Les investissements vers l'Asie se répartissent plus équitablement entre plusieurs industries et pays, alors que les investissements issus d'Asie seront certainement affectés par le séisme au Japon. En Amérique latine, les investisseurs se mondialisent. Les banques étrangères jouent un rôle de stabilisation en Europe et en Asie centrale, mais leur présence massive suscite également de possibles inquiétudes. Alors que de nombreux investisseurs sont préoccupés par les troubles civils dans la région MENA, d'autres suggèrent que les changements politiques qui balaient cette partie du monde peuvent s'accompagner d'opportunités d'investissement.

En juin 2010, la MIGA a mené une enquête auprès de 194 cadres de multinationales dans le monde entier, en vue de la rédaction de notre rapport intitulé *World Investment and Political Risk*. Cette enquête a montré que les investisseurs envisageaient l'avenir avec optimisme, surtout à moyen terme. Les industries extractives étaient particulièrement ambitieuses dans leurs intentions d'investissement, tout comme les investisseurs Sud-Sud, confirmant la tendance affichée par les données de l'IED.

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE POUR LA MIGA ?

Confirmant l'optimisme renouvelé des marchés pendant l'exercice 11, nos activités ont atteint un volume record cette année et notre portefeuille est redevenu plus équilibré par région et par secteur. Les révolutions dans la région MENA ont contribué à rappeler l'existence du risque politique d'une manière générale, ce qui a entraîné une augmentation des demandes d'information sur les entreprises au dernier trimestre de l'exercice (voir les opérations de la MIGA pour des résultats détaillés du portefeuille).

Les amendements historiques de la Convention de la MIGA adoptés par le Conseil des Gouverneurs en 2010 ont permis à l'Agence de tirer parti à la fois de la reprise de l'IED et de la prise en compte accrue du risque politique par les investisseurs. En élargissant sa gamme d'investissements admissibles à certains projets existants et aux dettes non garanties, la MIGA est plus à même de remplir sa mission de promotion d'investissements étrangers directs ayant des effets positifs pour le développement.

Nous continuons à prendre appui sur nos principaux points forts sur les marchés pour attirer des investisseurs et des assureurs privés dans des milieux difficiles. Notre travail est basé sur la stratégie opérationnelle de la MIGA — qui vise les pays admissibles à emprunter à l'IDA, les pays touchés par des conflits, les projets complexes dans les infrastructures et les industries extractives, et la promotion des investissements entre pays en développement (investissements Sud-Sud). L'année dernière par exemple, dans le cadre de notre Programme d'appui aux investissements de petite envergure, nous avons soutenu, en Éthiopie, un projet de privatisation,

de réhabilitation et d'expansion d'une exploitation agroindustrielle existante de fruit de la passion, de mangue et de papaye en vue de l'exportation de jus de fruits. Ce projet donne déjà de bons résultats et contribue à la reprise économique d'une région autrefois en proie à des niveaux de pauvreté très élevés (voir encadré 1).

Durant l'exercice 11, la MIGA a soutenu un certain nombre de projets dans nos domaines prioritaires, parmi lesquels nos premières garanties d'investissements en Irak, au Kosovo, au Libéria et en République du Congo. Au total, 72 % des contrats signés durant l'exercice cadraient avec un ou plusieurs des domaines prioritaires indiqués plus haut.

La MIGA s'est largement concentrée sur les pays touchés par des conflits et les États fragiles, en choisissant d'étudier les effets des conflits sur l'IED dans le rapport intitulé *World Investment and Political Risk 2010*. Nos conclusions relatives aux obstacles à la croissance rejoignent celles du Rapport sur le développement dans le monde 2011 de la Banque mondiale : Conflit, sécurité et développement. Outre les garanties de projets dans des pays fragiles, nous recherchons aussi des solutions innovantes pour assurer la transition entre l'aide publique au développement pour un pays sortant de conflit et l'émergence d'un secteur privé résilient. Durant l'exercice 11, la MIGA a fortement encouragé ses pays membres à soutenir le dispositif en faveur des pays touchés par des conflits et des économies fragiles, qui associera une gamme variée de produits destinés à atténuer les risques et répondre à la demande du marché.

RÉAFFIRMER NOS PRIORITÉS

Les priorités de la MIGA — mobiliser des investissements vers les États les plus pauvres de la planète et les pays touchés par des conflits, promouvoir des projets complexes, et soutenir l'investissement Sud-Sud, qui sont des domaines dans lesquels nous pouvons le plus faire la différence en tant qu'organisme de développement — contribuent à la réalisation de l'objectif d'une mondialisation solidaire et durable. Sans se vouloir exclusifs, ces domaines prioritaires sont importants pour orienter les opérations de l'Agence. Ces priorités, réaffirmées dans la stratégie de la MIGA pour les exercices 12 à 14 — « *Achieving Value-Driven Volume* » — ont guidé notre action au cours de ces dernières années. Nos priorités rejoignent également la stratégie de la Banque mondiale telle que définie dans le document intitulé « *Un monde nouveau, un nouveau Groupe de la Banque mondiale : (1) Orientations pour l'après-crise* », pour éliminer la pauvreté en orientant l'action sur les populations pauvres et vulnérables, en créant des opportunités de croissance, en promouvant l'action collective mondiale, en renforçant la gouvernance, en gérant les risques et en se préparant à des situations de crise. En plus de ces objectifs primordiaux, la MIGA a pris d'importantes mesures — tout comme le Groupe de la Banque mondiale — pour axer davantage notre action sur les services à la clientèle et accroître notre marge de manœuvre, notamment par l'amendement de notre Convention, la révision de notre règlement opérationnel,

PROJET DE JUS DE FRUITS TROPICAUX AIDER À LA RELANCE ÉCONOMIQUE EN ÉTHIOPIE



Dans la région de la vallée de la haute Awash en Éthiopie, une entreprise dénommée africaJUICE aide une communauté jouissant d'un ensoleillement permanent et de ressources en eau abondantes provenant du fleuve Awash à réaliser son potentiel de génération de revenus. Malgré ces ressources, cette communauté a souvent connu des pénuries alimentaires dues à un manque d'expérience dans l'utilisation des techniques d'irrigation et des revenus insuffisants tirés de cultures peu rentables.

La transformation de la communauté a commencé en avril 2009 lorsque africaJUICE Tibila Share Company, une coentreprise formée par africaJUICE BV des Pays-Bas et le gouvernement éthiopien, a pris le contrôle opérationnel de la plantation de Tibila. Dans le cadre de notre Programme d'appui aux investissements de petite envergure, la MIGA appuie ce projet d'investissement en apportant une garantie de 10 millions de dollars à africaJUICE BV et Industrial Development Corporation d'Afrique du Sud, l'un des bailleurs de fonds du projet.

La plantation produit le fruit de la passion, la mangue, la papaye et d'autres fruits tropicaux. Si une partie des fruits est écoulée sur le marché local, la plus grande partie est traitée dans un nouvel établissement à la pointe de la technologie construit par africaJUICE. Le jus de fruit ainsi obtenu est ensuite transporté au port de Djibouti voisin et acheminé vers les marchés d'Europe et du Moyen-Orient. Le processus de stérilisation et de conditionnement de l'usine signifie que le produit peut supporter le long voyage vers les marchés de consommation — battant ainsi en brèche les raisons généralement avancées pour expliquer les pénuries alimentaires et les faibles revenus tirés de l'agriculture. La Banque mondiale estime que près de la moitié de la totalité de la production agricole africaine se perd entre la récolte, le stockage, la commercialisation après récolte et le transport vers le consommateur final.

AfricaJUICE emploie directement quelque 2 400 personnes, des agents de sécurité aux responsables de la production. L'entreprise dirige aussi un programme de développement de plantations artisanales qui recrute des agriculteurs locaux appelés à approvisionner africaJUICE en fruits. L'objectif

du programme est de développer et de soutenir plus de 1 000 hectares de ces plantations locales organisées en coopératives, afin de renforcer l'approvisionnement en fruits de l'unité de traitement et d'élargir la participation de la communauté. Les agriculteurs participant au programme auraient la possibilité de tirer des revenus bien plus élevés que ceux qu'ils obtiennent actuellement par la production d'oignons et de tomates. La production du fruit de la passion peut générer environ 135 000 birr éthiopiens (soit environ 8 000 dollars) par hectare — une somme importante dans cette communauté pauvre. Bien que le fruit de la passion n'ait jamais été cultivé auparavant en Éthiopie, le climat et le cycle de croissance sont parfaits pour ce produit recherché. Ce fruit poussant sur un treillage, les planteurs peuvent donc pratiquer les cultures intercalaires avec leurs tomates et oignons tout en profitant du système d'irrigation entretenu par africaJUICE.

L'entreprise tire également profit du fonds de la MIGA intitulé « Environmental and Social Challenges Fund for Africa » financé par le gouvernement japonais et qui permet aux détenteurs de garanties de la MIGA de bénéficier de conseils avisés de consultants pour améliorer les aspects environnementaux et sociaux de leurs investissements. Les sommes tirées de ce financement permettent de fournir l'assistance technique nécessaire pour soutenir la création d'une instance de commerce équitable en faveur des petits planteurs. Si cette démarche aboutit, africaJUICE sera le premier producteur de jus de fruits tropicaux en Afrique subsaharienne pratiquant le commerce équitable.

Les premiers éléments d'appréciation montrent que le projet favorise déjà les conditions d'une relance économique dans la communauté. Cette entreprise a également réalisé des investissements importants dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'électricité pour les travailleurs logés dans la plantation. Cette approche intégrée de la gestion de l'activité s'inscrit dans le droit fil de la vision déclarée de l'entreprise, à savoir, servir de référentiel sur l'utilisation des IED dans les pays en développement : « nous voulons prouver que non seulement la croissance peut être générée tout en produisant des effets positifs sur l'environnement et en faisant reculer la pauvreté, mais que ce type d'investissement est « une bonne affaire » et devrait être un modèle de choix ».

et la simplification de nos procédures d'octroi de garanties (pour plus de détails, voir plus bas).

STIMULER LES INVESTISSEMENTS AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

La MIGA a entrepris un effort concerté pour retenir et encourager les IED dans la région MENA en cette période difficile. Le travail de l'Agence dans cette région est crucial car l'accroissement des IED n'aiderait pas seulement à accélérer la croissance mais aussi à créer les emplois qui font cruellement défaut à la région — élément essentiel pour la sécurité et la stabilité.

La Vice-présidente exécutive Izumi Kobayashi a visité la région alors que se déroulaient les révolutions tunisienne et égyptienne et son expérience a aidé à poser les bases d'une initiative de la MIGA pour encourager et soutenir l'investissement dans la région.

L'initiative de la MIGA dans la région MENA comporte deux aspects. Premièrement, le partage des connaissances : en mai 2011, nous avons organisé une table ronde à Paris réunissant des investisseurs, des décideurs, des autorités de promotion des investissements afin d'échanger sur les difficultés et les opportunités résultant des événements récents. Des tables rondes similaires seront organisées dans la région MENA et à Washington.

Le deuxième aspect de cette initiative porte sur l'accroissement de l'appui direct aux investisseurs. La MIGA cherche à mobiliser un milliard de dollars en capacité d'assurance pour retenir et encourager l'IED dans la région MENA. Nous sensibilisons les investisseurs et les bailleurs de fonds intéressés par la région en indiquant que nous sommes ouverts à toute transaction commerciale et en mettant en exergue notre capacité à garantir des projets financés par des organismes appliquant des principes de financement islamiques, notre partenariat avec le Dubai International Financial Centre (DIFC) et notre fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza. Notre représentant en Cisjordanie et à Gaza, nommé au début de cet exercice, se consacre essentiellement au développement des activités du fonds fiduciaire, mais aussi plus généralement dans la région.

La MIGA consulte aussi la Banque mondiale, l'IFC et d'autres partenaires régionaux afin de mobiliser nos ressources collectives pour stimuler l'IED dans la région MENA. Ces consultations peuvent prendre la forme de discussions directes avec des organismes publics et des sociétés d'État de la région pour déterminer leurs besoins en matière de projets prioritaires.

ACCORDER UNE PLUS GRANDE ATTENTION À L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

De bons résultats au plan environnemental, une gestion durable des ressources naturelles et la responsabilité sociale sont des facteurs essentiels à la réussite d'un investissement et à sa contribution au développement du pays hôte.

« Des programmes environnementaux et sociaux bien conçus peuvent aider à gérer les risques de réputation des promoteurs de projets, préserver l'environnement et réduire les risques politiques ».

La MIGA souscrit aux normes de performance qui aident les clients à adopter une approche responsable à l'égard des aspects environnementaux et sociaux de leurs projets. Des programmes environnementaux et sociaux bien conçus peuvent aider à gérer les risques de réputation des promoteurs de projets, préserver l'environnement et réduire les risques politiques. Une attention particulière accordée à ces questions permet une prise en compte plus importante des populations et des écosystèmes les plus affectés par le projet lors de sa conception et de son exécution.

Le fonds « Environmental and Social Challenges Fund for Africa » administré par la MIGA est destiné à fournir des conseils techniques aux investisseurs transfrontaliers de la région. Financé par le Gouvernement japonais, ce fonds est ouvert au cas par cas aux investisseurs qui bénéficient déjà des garanties de la MIGA ou dont les demandes d'appui sont en cours d'examen. Grâce à ce fonds, les investisseurs peuvent recevoir des conseils spécialisés de la MIGA et d'autres consultants dans le but d'assurer que les projets respectent les politiques environnementales et sociales de l'Agence. Ces investisseurs reçoivent aussi des conseils en matière de pratiques optimales sur les questions de réinstallation et d'indemnisation des communautés locales. Comme cela a été souligné plus haut, ce fonds est mis à contribution pour soutenir le projet africaJUICE en Éthiopie.

L'exemple de la garantie de la MIGA à une étude de faisabilité et d'exploration en faveur du projet Weda Bay d'extraction de nickel en Indonésie illustre bien l'étroite collaboration que nous entretenons avec nos clients sur les questions environnementales et sociales. La mine de Weda Bay est l'une des plus grandes réserves de nickel au monde dont les ressources mesurées, indiquées ou présumées sont évaluées à 5,1 millions de tonnes de nickel. Le promoteur du projet, Strand Minerals (Indonésie) Pte. Ltd, a sollicité de la MIGA une garantie de 207 millions de dollars pour financer l'étude détaillée de faisabilité et d'exploration de ce projet complexe. Notre participation à cette phase initiale a permis au promoteur de déterminer de façon précise l'impact social et environnemental du projet, de prendre des mesures d'atténuation et de mettre leur efficacité à l'épreuve, grâce

aux normes de performance, directives environnementales de la MIGA et bonnes pratiques en cours dans le secteur.

AMÉLIORER LA PERCEPTION DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Cette année, la MIGA a élargi le programme d'auto-évaluation qu'elle a lancé lors de l'exercice 10, augmentant ainsi sa capacité à tirer des enseignements au plan du développement des projets achevés et les appliquer aux activités en cours ou futures. Cet outil d'apprentissage organisationnel permettra à l'Agence de mieux retenir les leçons tout en rendant davantage compte aux actionnaires et autres intervenants.

Depuis la création de ce programme, la MIGA a effectué huit évaluations d'investissements garantis, notamment en Afghanistan et en Uruguay (voir encadré 2). Les projets sont notés selon des critères qui mesurent d'une part les résultats au plan du développement et l'efficacité de la MIGA d'autre part.

Les évaluations effectuées par les économistes, les spécialistes des questions environnementales et sociales et les assureurs de la MIGA — et validées de façon indépendante par le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) — visent à sensibiliser davantage le personnel opérationnel et renforcer leurs capacités. À l'avenir, la MIGA entend élargir progressivement le programme et effectuer plus d'évaluations chaque année.

Nous avons par ailleurs introduit une série de critères de mesure du développement qui permettent de suivre l'évolution de l'emploi direct, des budgets consacrés à la formation, la valeur des produits locaux, les taxes et frais acquittés, le niveau des investissements pour la communauté et les investissements mobilisés pour tous les nouveaux projets garantis par la MIGA. En maintenant ce travail d'évaluation, l'Agence sera en mesure de présenter les indicateurs du développement dans tout son portefeuille.

DÉMULTIPLIER L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS

Cette année, nous avons continué de consolider les relations existantes tout en recherchant de nouveaux partenaires pour promouvoir et appuyer les IED qui ont un impact positif sur le développement. Des efforts conjoints de développement des opérations et d'appui à la commercialisation réciproque des produits et services de la MIGA et de l'IFC ont été particulièrement porteurs et ont abouti à l'introduction de nouveaux clients à la MIGA. Il s'agit entre autres de ProCredit group, bailleur de fonds à quelque 750 000 très petites, petites et moyennes entreprises en Amérique latine, Europe orientale et centrale et en Afrique.

Au cours du présent exercice, la MIGA et le département Finance, économie et développement urbain (FEU) de la Banque mondiale ont signé un accord pour commercialiser de façon conjointe et plus efficace leurs produits d'assurance de risques politiques et de garanties diverses.

La MIGA et le FEU travaillent également sur des structures qui permettraient aux clients de bénéficier à la fois de l'assurance contre les risques politiques de la MIGA et des produits de garantie de la Banque mondiale au cours d'une même transaction — ce qui réduit sensiblement le temps de traitement pour des investissements cruciaux. Nous avons signé un accord similaire de coopération pour le développement des opérations avec le département des Opérations bancaires et de la gestion de la dette de la vice-présidence Trésorerie de la Banque mondiale. Par ailleurs, cette année a été marquée par une meilleure collaboration entre la MIGA et le Service-conseil de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement (IC), à la faveur du détachement dans les bureaux de l'IC à Vienne d'un cadre supérieur de la MIGA chargé du développement des opérations en Europe orientale et Asie centrale.

S'agissant des activités en dehors du Groupe de la Banque mondiale, nous avons signé un protocole d'accord avec Kalafat S.A.L., une société financière libanaise qui apporte des garanties permettant aux petites et moyennes entreprises d'avoir accès au crédit bancaire. Dans le cadre de cet accord, la MIGA et Kalafat coopéreront pour promouvoir les investissements transfrontaliers des sociétés libanaises vers les pays en développement. Les partenaires se sont également engagés à sensibiliser le grand public sur l'existence d'instruments d'atténuation de risque tels que l'assurance contre le risque politique, par le biais de conférences et de sessions de formation — la première session de formation ayant eu lieu à Beyrouth en mars sous la houlette d'une équipe de la MIGA.

En outre, la MIGA a signé un protocole d'accord avec le fonds de garantie des infrastructures en Indonésie aux fins de collaborer dans le renforcement des capacités et de co-assurer un ensemble de projets d'infrastructures.

Ces nouveaux accords s'ajoutent à nos partenariats stratégiques récents noués avec des organisations telles que la Japan Bank for International Cooperation, la Central American Bank for Economic Integration, l'Eximbank de Corée, la Nippon Export and Investment Insurance et le DIFC. Ces partenariats ont démultiplié la connaissance profonde des marchés de ces acteurs régionaux et l'expérience de la MIGA en assurance contre le risque politique et encouragé des investissements dans les pays en développement partout dans le monde.

Un autre partenariat digne d'intérêt est celui noué au lendemain de la crise financière mondiale entre la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement et le Groupe de la Banque mondiale. En mars 2011, ces institutions ont salué la conclusion d'une coopération fructueuse et promis de collaborer à nouveau à l'avenir, en cas de besoin. Entre octobre 2008 et mars 2011, la MIGA a émis des garanties d'une valeur de deux milliards de dollars au profit du secteur financier de l'Europe orientale et centrale dans le cadre du plan d'action conjoint des institutions financières internationales.

TIRER DES ENSEIGNEMENTS, DÉMONTRER L'IMPACT

La MIGA s'intéresse de plus en plus aux enseignements tirés des projets achevés et met l'accent sur sa capacité à démontrer l'impact de ses garanties sur le développement par le biais de l'autoévaluation. Dans cet encadré, nous mettons en lumière deux projets menés dans des environnements différents, les tout premiers à être formellement évalués sur la base de critères rigoureux élaborés conjointement par la MIGA et l'IEG : MTN en Afghanistan et Botnia South America (actuellement dénommée UPM) en Uruguay.

RELIER L'AFGHANISTAN AU MONDE

Lorsque la MIGA a récemment évalué son appui à l'investissement du groupe de télécommunications MTN en Afghanistan, ce projet a obtenu une note élevée pour ses résultats au plan du développement, notamment de bons résultats pour la viabilité financière et économique, l'impact du secteur privé et l'efficacité de l'Agence.

Après des décennies de conflit armé, le réseau de communication du pays fonctionnait à peine. Il n'y avait pas d'accès internet. D'ailleurs, l'infrastructure de communication du pays était dans un tel état de délabrement qu'il entravait la capacité de coordination de l'action des pouvoirs publics. En réaction à cette situation, la Banque mondiale s'est mobilisée pour moderniser le secteur des télécommunications en Afghanistan. Les crédits et financements de l'IDA ont servi à la construction d'infrastructures publiques cruciales et l'unité sectorielle conjointe des technologies de l'information et de la communication de la Banque mondiale et de l'IFC a puisé dans les fonds fiduciaires pour fournir l'assistance technique permettant d'entreprendre les réformes de réglementation nécessaires pour attirer les investissements privés.

Durant l'exercice 07, la MIGA a émis une garantie de 74,5 millions de dollars au profit du groupe MTN Afrique du Sud pour sa prise de participation dans Areeba Afghanistan LLC. L'Agence a décidé d'émettre la garantie en dépit de risques évidents pour le projet lui-même et ceux couverts par la MIGA, parce que ce projet devait avoir un impact important sur le développement.

Une dotation supplémentaire de deux millions de dollars pour « premières pertes » a été assurée auprès de l'instrument de garantie des investissements en Afghanistan de la MIGA, conçu pour encourager l'investissement étranger dans le pays. Il est conjointement financé par le Gouvernement afghan,

l'IDA, le Gouvernement britannique et la Banque asiatique de développement.

Le projet soutenu par la MIGA comprenait l'installation, l'exploitation et la maintenance d'un réseau GSM, des services de communication sans fil, des services internet et satellitaires et des cabines téléphoniques publiques. Les opérations de maintenance et de mise en œuvre du réseau MTN en Afghanistan ont été sous-traitées à des sociétés locales et les équipements du réseau ont aussi été produits localement. Par conséquent, le projet a créé de nombreuses opportunités pour les entreprises locales.

Au terme d'une évaluation rigoureuse, la MIGA a conclu que ce projet a été hautement bénéfique au plan du développement. Elle a également démontré que le modèle commercial utilisé par le projet fonctionne bien — même dans un environnement extrêmement difficile — puisque les retombées financières étaient conséquentes, en particulier pour un marché non développé comme celui-là.

En réalité, MTN Afghanistan a dépassé la plupart des attentes. Le projet a introduit la technologie GSM la plus récente, couvrant 80 % du territoire afghan. Les marges bénéficiaires sont supérieures aux attentes malgré des risques très graves et réels : MTN fait face à des menaces quotidiennes contre sa sécurité, notamment de la part des forces insurgées et d'un environnement réglementaire hautement imprévisible.

SOUTENIR LE PLUS IMPORTANT INVESTISSEMENT ÉTRANGER EN URUGUAY

Nous avons également achevé l'autoévaluation du projet d'usine de pâte à papier utilisant la technologie « verte » UPM en Uruguay et soutenu par la MIGA qui a émis 300 millions de dollars de garantie à ses investisseurs en 2007. L'usine produit la pâte d'eucalyptus kraft blanchie pour exportation aux fabricants de papier en Europe, en Asie et en Amérique du Nord.

L'usine UPM est située sur les bords du fleuve Uruguay, en amont de Fray Bentos, ville en déclin depuis que sa principale industrie de transformation de viande a fermé en 1979. Dès le début, de fortes attentes ont été placées dans ce projet, à la fois au sein de la communauté et au-delà : il représentait le plus important investissement étranger de l'histoire de l'Uruguay et était par conséquent suivi de très près au niveau national.

L'évaluation de la MIGA a confirmé le succès du projet aux plans économique et du développement. L'usine peut se targuer d'une capacité annuelle de plus d'un million de tonnes de pâte à papier. Le nombre d'emplois créés et les salaires proposés, supérieurs à la moyenne nationale, sont plus élevés



que les estimations de départ. De plus, les résultats financiers du projet sont sensiblement supérieurs aux attentes.

Dans sa volonté de fonctionner avec une technologie « verte », l'usine a obtenu un certain nombre de certificats internationaux en matière d'environnement qui sont audités chaque année par un tiers indépendant, le Conseil de gestion forestière, ainsi que les certifications ISO 9001 et 14001. L'usine produit sa propre énergie et revend le surplus au réseau national.

Les garanties de la MIGA ont contribué pour une large part à la création du projet. Au départ, l'investisseur finlandais avait des appréhensions à s'installer en Uruguay, ne s'étant jamais aventuré hors des frontières européennes pour y construire des usines. Les garanties étaient également exigées par le conseil d'administration de l'investisseur au regard de la valeur considérable des fonds propres nécessaires au financement du projet.

Le projet s'est révélé controversé durant le processus de souscription de la MIGA et même dans sa phase de mise en œuvre, puisque l'usine a recours au fleuve frontalier entre l'Uruguay et l'Argentine pour transporter sa pâte à papier en direction de l'Europe et de l'Asie. Des associations civiles argentines se sont opposées au projet, prétextant

qu'il constitue un grave danger environnemental pour les populations, malgré l'assurance du contraire par UPM. Ces groupes ont réussi à orchestrer la fermeture du pont international Général San Martín, réduisant ainsi l'activité économique. L'affaire a été portée à la Cour internationale de justice qui a statué en faveur du projet. Depuis lors, l'Uruguay et l'Argentine ont convenu en fin 2010 de créer une commission binationale de scientifiques chargés de surveiller l'impact environnemental du projet sur le fleuve Uruguay.

Les avantages du projet UPM pour la population sont multiples : liens avec d'autres sociétés, investissement dans les infrastructures locales, programmes de formation solides et appui à une fondation qui décaisse 200 000 dollars chaque année en faveur de projets de proximité. La société organise régulièrement des consultations avec les membres de la communauté pour rendre compte des résultats de la veille environnementale et dispose de mécanismes puissants de traitement des plaintes des riverains.

En dehors des avantages que l'usine UPM apporte à la population locale, l'évaluation de la MIGA note que ce projet devrait influencer positivement sur le fonctionnement des sociétés privées dans le pays ainsi que la perception par les investisseurs étrangers du climat national des affaires.

PAYS MEMBRES DE LA MIGA — 175

Pays industrialisés — 25

Allemagne • Australie • Autriche • Belgique • Canada • Danemark • Espagne • États-Unis • Finlande • France • Grèce • Islande • Irlande • Italie • Japon • Luxembourg • Norvège • Nouvelle-Zélande • Pays-Bas • Portugal • République tchèque • Royaume-Uni • Slovaquie • Suède • Suisse

Pays en développement — 150

ASIE ET PACIFIQUE

Afghanistan • Bangladesh • Cambodge • Chine • Corée (République de) • Fidji • Îles Salomon • Inde • Indonésie • Malaisie • Maldives • Micronésie (États fédérés de) • Mongolie • Népal • Pakistan • Palaos • Papouasie-Nouvelle-Guinée • Philippines • République démocratique populaire lao • Samoa • Singapour • Sri Lanka • Thaïlande • Timor-Leste • Vanuatu • Vietnam

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie • Arménie • Azerbaïdjan • Bélarus • Bulgarie • Bosnie-Herzégovine • Croatie • Estonie • Fédération de Russie • Géorgie • Hongrie • Kazakhstan • Kosovo (République du) • Lettonie • Lituanie • Macédoine (Ex-République yougoslave de) • Malte • Moldova • Monténégro • Ouzbékistan • Pologne • République kirghize • République slovaque • Tadjikistan • Roumanie • Serbie • Turkménistan • Turquie • Ukraine •

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda • Argentine • Bahamas • Barbade • Belize • Bolivie • Brésil • Chili • Colombie • Costa Rica • Dominique • El Salvador • Équateur • Grenade • Guatemala • Guyane • Haïti • Honduras • Jamaïque • Mexique • Nicaragua • Panama • Paraguay • Pérou • République dominicaine • Sainte Lucie • Saint-Kitts-et-Nevis • Saint-Vincent-et-les Grenadines • Suriname • Trinité-et-Tobago • Uruguay • Venezuela (République bolivarienne du)

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Algérie • Arabie saoudite • Bahreïn • Djibouti • Égypte (République arabe d') • Émirats arabes unis • Yémen (République du) • Iran (République islamique d') • Irak • Israël • Jordanie • Koweït • Liban • Libye • Maroc • Oman • Qatar • République arabe syrienne • Tunisie

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud • Angola • Bénin • Botswana • Burkina Faso • Burundi • Cameroun • Cap-Vert • Congo (République démocratique du) • Congo (République du) • Côte d'Ivoire • Érythrée • Éthiopie • Gabon • Gambie • Ghana • Guinée • Guinée équatoriale • Guinée-Bissau • Kenya • Lesotho • Libéria • Madagascar • Malawi • Mali • Maurice • Mauritanie • Mozambique • Namibie • Nigéria • Ouganda • République centrafricaine • Rwanda • Sénégal • Seychelles • Sierra Leone • Soudan • Swaziland • Tanzanie • Tchad • Togo • Zambie • Zimbabwe

Pays en voie de satisfaire aux conditions d'adhésion — pays en développement — 3

Comores, Niger et Sao-Tomé-et-Principe

CONTACTS

Membres de la direction

Izumi Kobayashi Vice-présidente exécutive	ikobayashi@worldbank.org
James P. Bond Directeur général	jbond@worldbank.org
Ana-Mita Betancourt Directrice et Conseillère juridique, Affaires juridiques et indemnisations	abetancourt@worldbank.org
Kevin W. Lu Directeur régional, Asie-Pacifique	klu@worldbank.org
Edith P. Quintrell Directrice, Opérations	equintrell@worldbank.org
Lakshmi Shyam-Sunder Directeur et directeur financier, Finance et gestion des risques	lshyam-sunder@worldbank.org
Ravi Vish Économiste en chef et Directeur, Économie et politique générale	rvish@worldbank.org
Marcus S.D. Williams Conseiller, Stratégie et opérations	mwilliams5@worldbank.org

Garanties

Nabil Fawaz Agro-industrie, industries manufacturières et services	nfawaz@worldbank.org
Olivier Lambert Secteur financier et télécommunications	olambert@worldbank.org
Margaret Walsh Infrastructure	mwalsh@worldbank.org
Antonio Barbalho Pétrole, gaz, industries extractives, produits chimiques et énergie	abarbalho@worldbank.org

Réassurance

Marc Roex	mroex@worldbank.org
-----------	---------------------

Demandes d'information

Michael Durr	migainquiry@worldbank.org
--------------	---------------------------

Questions des médias

Mallory Saleson	msaleson@worldbank.org
-----------------	------------------------

WWW.MIGA.ORG

Multilateral Investment Guarantee Agency

World Bank Group
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA

t. 202.458.2538
f. 202.522.0316